Art. 2 - Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République tunisienne et prend effet, à compter du 9 mars 2020.

Tunis, 3 avril 2020.

Le ministre des finances
Mohamed Nizar Yaïche

Arrêté du ministre des finances du 3 avril 2002, portant délégation de signature.

Le ministre des finances,

Vu la Constitution,

Vu la loi n° 1983-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment le décret-loi n° 2011-89 du 23 septembre 2011,

Vu le décret n° 75-384 du 17 juin 1975 autorisant les ministres et secrétaires d'Etat à déléguer leur signature,

Vu le décret n° 91-556 du 23 avril 1991 portant organisation du ministère des finances ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret gouvernemental n° 2019-491 du 10 juin 2019,

Vu le décret Présidentiel n° 2020-19 du 27 février 2020, portant nomination du chef du gouvernement et de ses membres,

Vu le décret gouvernemental n° 2020-155 du 16 mars 2020, portant nomination de Monsieur Zouhaier Attalah inspecteur général des services financiers, chef de cabinet du ministre des finances à compter du 9 mars 2020.

Arrête :

Article premier - Conformément aux dispositions du paragraphe premier de l'article premier du décret susvisé n° 75-384 du 17 juin 1975, Monsieur Zouhaier Attalah chef de cabinet du ministre des finances, est habilité à signer par délégation du ministre des finances tous les actes rentrant dans le cadre de ses attributions à l'exception des actes à caractère réglementaire.

Art. 2 - Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République tunisienne et prend effet, à compter du 9 mars 2020.

Tunis, le 3 avril 2020.

Le ministre des finances
Mohamed Nizar Yaïche

MINISTERE DE L'EDUCATION

Arrêté du ministre de l'éducation du 2 avril 2020, modifiant et complétant l'arrêté du ministre de l'éducation et de la formation du 24 avril 2008, relatif au régime de l'examen du baccalauréat.

Le ministre de l'éducation,

Vu la Constitution,

Vu la loi d'orientation n° 2002-80 du 23 juillet 2002, relative à l'éducation et à l'enseignement scolaire, telle que modifiée et complétée par la loi n° 2008-9 du 11 février 2008,

Vu le décret Présidentiel n° 2020-19 du 27 février 2020, portant nomination du Chef du Gouvernement et ses membres,

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation et de la formation du 24 avril 2008, relatif au régime de l'examen du baccalauréat, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété, notamment l'arrêté du 15 mai 2018.

Arrête :

Article premier - Il est ajouté à l'arrêté du 24 avril 2008 susvisé l'article 23 (bis) ainsi libellé :

Article 23 (bis) : A titre exceptionnel, durant l'année scolaire 2019/2020, La matière d'éducation physique est évaluée :

- pour les élèves des lycées publics et privés : la moyenne annuelle en matière d'éducation physique est considérée comme moyenne finale de la matière.

Les élèves peuvent être dispensés de l'éducation physique sur autorisation du médecin de la santé scolaire ou d'un médecin de la santé publique désigné par l'administration.

- les élèves des lycées privés peuvent être dispensés de l'éducation physique s'il ne leur a pas été possible de suivre régulièrement les séances d'entraînement au cours de l'année scolaire.

- pour les candidats à titre individuel : ils sont dispensés de l'éducation physique.

Art. 2 - Sont abrogées les dispositions du paragraphe premier de l'article 19 de l'arrêté du 24 avril 2008 susvisé et sont remplacées par les dispositions suivantes :

Article 19 paragraphe premier (nouveau) : Tout acte de fraude ou de tentative de fraude, y compris le fait de ramener un appareil électronique ou tout moyen de communication au centre de l'examen et tout acte de mauvaise conduite ou de perturbation du déroulement normal de l'examen par le candidat au baccalauréat, exposera son auteur aux sanctions prévues par le présent article. S'il a été prouvé le téléchargement par le candidat de la totalité ou d'une partie de l'examen de la séance sur un appareil électronique au cours de l'examen ou son utilisation d'un téléphone portable ou de tout appareil électronique en plus d'autres équipements spécifiques utilisés dans la fraude électronique (casque, fils...), ces contraventions donnent lieu à la confiscation de l'ensemble des équipements et la suspension immédiate du candidat à l'examen du baccalauréat par le chef du centre d'examen de poursuivre le reste des épreuves dans la session principale et celle de contrôle, ainsi que l'application des sanctions prévues par le présent article.

En cas d'agression contre le cadre de la surveillance et du contrôle, par l'emploi de violence verbale ou physique, le candidat à l'examen du baccalauréat est immédiatement suspendu de poursuivre le reste des matières de l'examen dans les deux sessions, par le chef de centre d'examen, ainsi que l'application des sanctions prévues par le présent article.

Art. 3 - Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République tunisienne.

Tunis, le 2 avril 2020.

Le ministre de l'éducation
Mohamed El Hamdi

Vu

Le Chef du Gouvernement
Elyes Fakhfakh

Arrêté du ministre de l'énergie et des mines et de la transition énergétique et du ministre des finances du 31 mars 2020, fixant la composition et le fonctionnement de la Commission technique chargée de la fixation et du suivi des prix de vente des produits pétroliers finis importés et ceux raffinés localement.

Le ministre de l'énergie, des mines et de la transition énergétique et le ministre des finances,

Vu la Constitution,

Vu la loi n° 91-45 du 1^{er} juillet 1991, relative aux produits pétroliers, notamment son article 17,

Vu le décret Présidentiel n° 2020-19 du 27 février 2020, relatif à la nomination du Chef du Gouvernement et de ses membres.

Arrêtent :

Article premier - La Commission prévue à l'article 17 de la loi susvisée n° 91-45 du 1^{er} juillet 1991, a pour mission de fixer les prix de vente des produits pétroliers finis importés et ceux raffinés localement.

Art. 2 - La Commission visée à l'article premier du présent arrêté est composée comme suit :

- un représentant du ministère chargé de l'énergie :
Président,
- un représentant de la Présidence du
Gouvernement : membre,
- un représentant du ministère chargé des finances :
membre,
- un représentant du ministère chargé du
commerce: membre,
- le directeur général des hydrocarbures ou son
représentant : membre,
- le Président-directeur général de la Société
tunisienne des industries de raffinage ou son
représentant : membre.

Le Président de la Commission peut convoquer toute personne compétente dans le domaine énergétique.